

FONDS D'ARCHIVES NO 47

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ DU FONDS

DU

CONSEIL RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT DU NORD DU NOUVEAU-BRUNSWICK

(CRAN)

1964 - 1980

KENNETH BREAU

Université de Moncton  
Centre d'études acadiennes  
1987

REMERCIEMENTS

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention obtenue des Archives nationales du Canada, dans le cadre du Programme de classement et de description visant à réduire l'accumulation de documents.

Le Centre d'Études acadiennes de l'Université de Moncton désire remercier les Archives nationales du Canada pour l'aide financière accordée.

## INTRODUCTION

### Survol historique<sup>1</sup>

Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick ont été mis sur pied dans le cadre de la loi fédérale ARDA. Cette dernière faisait suite aux besoins d'intervenir à la crise des milieux ruraux qui s'aggrave durant la période 1950-60. Le gouvernement fédéral visait à améliorer le sort des régions "pauvres", où l'agriculture était à la baisse et où sévissait un taux de chômage élevé. En octobre 1962 le Nouveau-Brunswick signe donc une Entente fédérale-provinciale ARDA. La région du Nord-est de la province sera désignée territoire-pilote d'aménagement en janvier 1963.

La loi ARDA s'attaque d'abord aux problèmes des régions rurales en favorisant la mise sur pied et le financement d'organismes de "participation à la population". Cette nécessité de faire participer la population au processus de planification donne lieu à la création des conseils régionaux. Le Conseil régional d'aménagement du Nord (CRAN) sera créé au début de 1964.

CRAN n'est pas nécessairement un organisme de participation sans précédent; dès 1953 des groupes d'études se penchaient sur les problèmes régionaux. Les personnes qui se sont impliquées au début appartenaient à ce qu'il est convenu d'appeler les élites traditionnelles de la région (clergé, enseignants, hommes d'affaires).

Pendant les premières années d'existence du CRAN, "l'élite" dominait nettement au sein du Conseil, adhérant de façon assez stricte aux objectifs des gouvernements. La population qui, en partant, se voyait à titre de participant actif aux projets de planification, se voyait de plus en plus tenue à l'écart des décisions. La stratégie modernisatrice des administrateurs de vouloir urbaniser le Nord-est se heurte au "fondamentalisme rural" de la population, qui opte pour demeurer sur place, de relever le secteur primaire. Cette différence de philosophie couplée avec les nouveaux "fruits" de l'animation sociale qui se faisait au niveau local, a préparé le terrain pour un renversement des structures.

A l'assemblée annuelle du CRAN en avril 1970, le Conseil d'administration veut renvoyer Rodrigue Pelletier, animateur social et personnage populaire auprès des gens de la base. La proposition est rejetée, le Conseil "élitiste" démissionne et un autre est créé à partir de représentants élus de la base. C'est le débat d'un tournant radical pour le CRAN.

A partir de 1970 le CRAN va prendre ses distances par rapport aux objectifs et volontés du gouvernement. On s'engage dans une voie de confrontation, appuyant les causes populaires et la lutte des défavorisés. Le CRAN s'implique dans plusieurs dossiers qui revêtent à la fois un aspect social et économique. Ces démarches s'ajoutent à des revendications nationalistes et linguistiques: la contesta-

---

<sup>1</sup>Ce court "survol historique" fut inspiré principalement d'un article de Greg Allain et Serge Côté, "Du pouvoir local au pouvoir local en passant par les mouvements sociaux régionaux: le cas du Nouveau-Brunswick", dans les Cahiers de l'ACFAS, no 38, (1986).

tion étudiante à l'Université de Moncton, les manifestations pour le bilinguisme à Moncton, les luttes contre l'expropriation du Parc national Kouchibouguac, la fondation du Parti Acadien, la création de la revue l'Acayen... De 1970 à 1973 le CRAN s'est donné un cadre plutôt large, de provoquer des changements par la mobilisation de la masse acadienne. Cette trajecture n'a eu qu'un succès limité.

Désormais à partir de 1973, le CRAN unira ses efforts avec des groupes souvent plus restreints (agriculteurs, pêcheurs, bûcherons). On retient entre autres, le travail effectué auprès des pêcheurs, qui aboutira à la formation de l'Union des pêcheurs des Maritimes (UPM) et l'appui aux syndicats forestiers. Le travail se fait aussi au niveau de la formation, de l'organisation et de la recherche. En 1973 on crée le Centre de promotion rurale pour s'occuper du domaine de l'agriculture et le Centre de formation au développement pour le secteur des pêches.

Au cours des années '70 la population de la région aura recours à toute une série de programmes gouvernementaux de créations d'emploi, tels les projets d'Initiatives locales (PIL), les projets Perspectives jeunesse (PJ), ainsi que des organismes comme la Compagnie des jeunes canadiens (CJC).

Bien que le CRAN ait joué un rôle marquant sur la scène socio-politique en Acadie, l'organisme n'était pas sans failles. La dépendance sur des fonds gouvernementaux pour sa survie, la création d'autres organismes complémentaires, les nouvelles tendances socio-politiques ne sont que quelques éléments qui ont finalement provoqué "l'essoufflement" et la fin du CRAN. En juin 1980 le Premier ministre Hatfield annonce que son gouvernement avait décidé de cesser tout soutien financier aux conseils.

(1) Ce court "survol historique" fut inspiré principalement d'un article de Greg Allain et Serge Côté, "Du pouvoir local au pouvoir local en passant par les mouvements sociaux régionaux: le cas du Nouveau-Brunswick", dans Les Cahiers de l'ACFAS, no 38, (1986).

### Description du fonds

Manuscrits  
 Cartes  
 Photographies  
 Imprimés  
 Cassettes  
 Rubans magnétiques  
 Vidéogrammes  
 Cassettes dictaphones

Créé dans le cadre de l'accord fédéral-provincial de l'ARDA (Aménagement rural et développement agricole) en 1964 et incorporé en 1966, le CRAN cesse d'exister en 1980. Le CRAN fut mis sur pied pour répondre aux besoins des gens du Nord-est du N.-B., région défavorisée où le secteur primaire, surtout l'agriculture, était à la baisse et où le chômage était à un niveau inacceptable. Malgré des changements d'optiques, de démarches ou de stratégies, le CRAN demeurera un organisme qui cherche à faire participer la population au processus de planification socio-économique du milieu.

Ce fonds d'archives est particulièrement intéressant pour le chercheur par la quantité et la variété des renseignements qu'il contient. Le CRAN a été impliqué directement ou indirectement dans la plupart des événements qui ont marqué la société acadienne.

Métrage: 7m 50

Le fonds du CRAN a été versé au Centre d'études acadiennes en 1983-1985.

Sources complémentaires:

Voir fonds du Conseil régional d'aménagement du Sud-est (C.R.A.S.E. no 46) et le fonds "Jacques Beaucage" (no 48). Les deux se retrouvent au Centre d'études acadiennes avec inventaires.

Sources bibliographiques:

Bourassa, Guy: Étude sur la participation et la planification régionales. Conseil canadien de l'aménagement rural, octobre 1969, 115p.

Allain, G., Côté, S. et Tivendell, J.: Évaluation des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick, Ecole des sciences sociales de l'Université de Moncton, 1978, 296p.

Allain, G. et Côté, S.: "Le développement régional, l'État et la participation de la population: la vie courte et mouvementée des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick (1964-80)", Egalité (numéro spécial sur le Développement socio-économique), no 5, 13-14, (automne-hiver 1984-1985), pp. 187-215.